



L'Iran, oasis ou mirage économique ?

Depuis l'accord sur le nucléaire et la levée progressive des sanctions internationales, l'Iran fait figure d'eldorado pour les producteurs et les investisseurs étrangers grâce à ses 78 millions de consommateurs potentiels et des prévisions de croissance supérieures à 4,5% pour les années à venir¹. Cependant, le pays est exposé à plusieurs risques sur les plans national et international. La France devra donc s'engager avec prudence.

Un marché fertile en attente d'investissements étrangers

Avec une population alphabétisée à hauteur de 93 %, près de 4,5 millions d'étudiants et une spécialisation de l'enseignement supérieur vers les nouvelles technologies, le pays est à nouveau capable de développer une structure économique durable. De plus, l'État iranien est faiblement endetté, à hauteur de 11 % du PIB (contre 94 % pour la France) et il a obtenu le dégel progressif de 135 milliards d'euros d'avoirs jusqu'alors bloqués par les sanctions.

Hassan Rohani, le Président iranien, prend une part active à la promotion commerciale de son pays. En janvier, lors de ses visites officielles à Paris et à Rome, il était accompagné d'une délégation de près de 120 cadres d'entreprises. M. Rohani souhaite attirer des projets d'investissements afin d'acquérir des savoir-faire, de combler le retard technologique et de moderniser les infrastructures pétrochimiques, industrielles et logistiques de l'Iran.

Une ouverture économique précaire et inachevée

Sur le plan national, le pays est pénalisé par l'inflation, par des barrières douanières élevées, et par un haut niveau de corruption. L'Iran reste soumis à des mesures prises en réponse aux violations des Droits de l'Homme, comme l'interdiction de l'importation d'équipements utilisables à des fins répressives. Le contrôle étroit des sphères publique et étatique est susceptible d'entraîner des tensions sociales et politiques qui peuvent inquiéter les investisseurs étrangers.

Sur le plan international, l'Iran est impliqué dans des conflits régionaux, notamment en Syrie, ce qui peut le replacer dans une situation d'isolement. En outre, le faible prix du pétrole pourrait retarder la montée en puissance du pays malgré la fin de l'embargo pétrolier imposé par l'Union Européenne. De plus, l'accord sur le nucléaire est précaire puisque la clause centrale du *snap back* permet le rétablissement automatique des sanctions si l'Iran contrevenait à ses obligations. Les banques européennes se méfient par conséquent d'un marché iranien aux perspectives incertaines à moyen-terme.

Dans l'attente d'une confiance restaurée, l'accord sur le nucléaire maintient l'embargo sur les armes ainsi que sur toute technique pouvant être utilisée dans le développement d'un missile balistique ou d'une bombe nucléaire. Cependant l'autorisation du programme nucléaire civil iranien, sous contrôle étroit pendant au moins une décennie, peut créer à terme des possibilités d'ouverture de marché pour les entreprises françaises.

La France redécouvre un marché iranien convoité

La France est historiquement bien implantée en Iran, mais les sanctions ont sérieusement distendu ce lien : les échanges commerciaux ont été divisés par sept en dix ans. Afin de réinvestir ce marché, la France pourra s'appuyer sur la qualité de l'expertise de ses grands groupes. Airbus a déjà décroché un important contrat pour la production de 118 avions et Renault-Nissan pourrait reconquérir le parc automobile local d'ici 2018. De plus, Bouygues-Construction réalise l'extension de l'aéroport de Téhéran et des accords ont été conclus avec des institutions privées et publiques iraniennes par Sanofi et par GDF-Suez.

Cependant, le paysage commercial iranien a considérablement évolué ces dernières années. La France se place au 3^e rang des partenaires européens de l'Iran derrière l'Allemagne et l'Italie. Elle devra donc faire face à une forte concurrence de la part de ses voisins. D'autres pays ont également su tirer profit des sanctions occidentales pour occuper le champ laissé libre par la France. C'est le cas de la République Démocratique de Chine, de la Corée du Sud ou des Émirats Arabes Unis, notamment dans les secteurs de l'automobile et du textile.

Après les élections législatives qui ont vu la victoire des modérés, nul doute que les investisseurs surveilleront avec intérêt la succession de l'ayatollah Khamenei qui se prépare. Le futur Guide Suprême, plus haute autorité politique et religieuse d'Iran, jouera un rôle central dans la pérennité de l'ouverture iranienne au monde.

Ces propos ne reflètent que l'opinion de l'auteur.

¹ D'après le FMI